

LA TERRE AU FER ROUGE



Une exploitation agricole près de Guercelle, dans l'ancienne zone rouge

Au sortir de la guerre, l'État crée la zone rouge, espace ravagé où les destructions sont telles que la valeur de la terre est inférieure à ce qu'il en coûterait pour la remettre en état. De vastes pans de la ligne de front y sont incorporés. Un siècle plus tard, la quasi-totalité de cette zone rouge est de nouveau cultivée. Sans que les pouvoirs publics ne prêtent attention aux dangers que représentent les munitions enfouies.

« **C'**est pas normal que ce soit cultivé là-bas. » Cette phrase, Jean-Marc Legrand l'a souvent entendue dans la bouche de son ami Louis Humet, aujourd'hui décédé. Il se souvient de cette plainte régulière contre la remise en culture de certaines des terres dévastées par la Grande Guerre. « Là-bas », entre Neuville et Fresnes-lès-Montauban (62), armes et munitions s'entassaient dans un dépôt pendant le conflit. Ces instruments de guerre ont aujourd'hui laissé la place au labour et aux semences. Dans cette zone du Pas-de-Calais, les tracteurs déboulent pour traverser les villages. Entre les maisons, les champs s'amoncellent. Près de 70% de la surface du département est consacrée à l'agriculture. Jean-Marc est trop jeune pour avoir connu l'état du champ de bataille à Neuville. Mais cent ans plus tard, il continue de récolter les fruits de la guerre. Sur ses 200 hectares (ha) d'exploitation, « on déterre entre 60 et 70 obus par an, compte-t-il. On trouve aussi des tire-bouchons, des barbelés, des grenades... » Le Pas-de-Calais a été une mine d'or pour les revendeurs de fonte. « Je retrouvais tous les ans pour 30 tonnes de ferraille » raconte un collectionneur du village d'Oppy. À voir les photographies de son garage rempli d'obus, impossible d'en douter. Maisons rasées, routes démolies, champs remplis d'obus : à la fin de la guerre, la ligne de front n'est plus habitable. L'État classe alors les régions en différentes zones afin

d'évaluer les coûts de la reconstruction. La zone bleue, zone de passage des armées, est la zone la moins détruite. La jaune, zone des opérations, peut être réhabilitée. Quant à la rouge, elle est trop meurtrie par les combats pour être remise en culture. La loi du 17 avril 1919 confie la reconstruction au Service des travaux d'État (STE), qui classe 178 511 ha en zone rouge à l'échelle du pays. Dans le Pas-de-Calais, la zone classée représente tout d'abord 26 109 ha, avant d'être réduite de façon drastique : il ne reste plus que 2 131 ha en 1921 puis 484 en 1927. Dans le département, la remise en culture est conduite en partie par l'État mais elle est aussi accélérée par le travail des agriculteurs, poussés par leur volonté de se réappropriier la terre au plus vite. Près de 1 600 communes sont concernées. Dans chacune, l'ampleur de la tâche est colossale. Rien que pour nettoyer la ville de Bailleul, pas moins 400 démineurs anglais sont convoqués. Malgré ces efforts, on trouve encore dans ces zones des dizaines d'obus. Les sols en sont truffés. À l'approche du centenaire, l'attention se porte de nouveau sur ce problème.

Selon le biogéographe Jean-Paul Amat, il n'y a pour autant pas matière à s'inquiéter. Le professeur à l'université Paris IV-Panthéon Sorbonne pourrait deviser sur le sujet pendant des heures. « Bien sûr que la Première Guerre mondiale a laissé des traces. Il n'y a qu'à baisser les yeux et observer les trous d'obus désormais rendus à la nature qui jalonnent la ligne de front, évoque-t-il. Mais le premier conflit mondial n'entraîne aujourd'hui plus de pollution significative, en dehors de certaines situations exceptionnelles, comme celle de la "Place à gaz" près de Verdun (55). »

CLAIRIÈRE TOXIQUE

Sur les lieux, cette "Place à gaz" est impossible à trouver. Malgré les indications d'un agent de l'Office national des forêts (ONF), l'endroit est trop enfoncé dans les bois pour qu'un non-initié le découvre. Même les habitants des alentours n'en ont jamais entendu parler. Seuls les rapports de Tobias Bausinger, un toxicologue allemand, permettent de se faire une idée. Il s'est attaqué en 2007 à l'analyse des sols de cette clairière de la forêt de Spincourt. Il décrit la zone comme un vaste cercle de 70 mètres de diamètre avec pour toute végétation une herbe brune, des mousses et des lichens.

C'est là que les belligérants de la guerre de 14-18 ont détruit 200 000 obus chimiques à la fin du conflit. Depuis, il n'y pousse rien d'autre que des plantes ayant développé une grande tolérance à l'arsenic, au plomb, au zinc, au cuivre et au cadmium, présents dans des

« Pour toute végétation une herbe brune, des mousses et des lichens »

Je cherche des renseignements sur le désobusage depuis dix ans

quantités anormales. Le chercheur allemand relève que la France n'a pas défini de «taux réglementaires» pour ces composants chimiques. Il note pourtant que les taux relevés dans les échantillons dépassent le plus souvent les limites fixées en Allemagne et aux Pays-Bas, respectivement de 125 et 55 mg/kg en ce qui concerne l'arsenic, par exemple. Dans ce cas précis, les échantillons les plus touchés par la pollution présentent des taux respectivement 1 400 et 3 200 fois supérieurs aux taux réglementaires allemand et néerlandais.

Cette zone est donc incontestablement souillée par la Première Guerre mondiale. Les moyens nécessaires pour le nettoyage de tous ces éléments chimiques seraient colossaux. Mais le biogéographe Jean-Paul Amat n'a pas tort. Ces zones marquées au fer rouge par le conflit sont des exceptions. Ces niveaux de pollution liés à la Grande Guerre n'ont jamais été rencontrés ailleurs en France. Une pollution plus discrète, plus diffuse, reste toutefois préoccupante.

FOIE ET TRUFFES AU PLOMB

Dans la forêt de Verdun, plantée pour recouvrir les milliers d'hectares ravagés, des munitions enfouies dans la terre contaminent petit à petit les environs. Une étude de 2004, restée confidentielle, montre que sur un échantillon de 90 foies de sangliers locaux, 11% seraient contaminés à des niveaux de plomb supérieurs à la norme fixée par l'Union européenne (UE) dans son règlement CE466/2001.

Au sud de la forêt se trouve la crête des Éperges, particulièrement touchée lors des affrontements qui ont agité la zone en 1916. La crête semble aujourd'hui paisible. En témoigne l'ingénuité des habitants, qui savent combien la terre a été retournée par les explosions mais ne se doutent pas des dangers invisibles que constituent les obus toujours enfouis. Un couple d'octogénaires y a élu domicile. Ils cultivent leur terrain depuis près de trente ans pour en faire une truffière. À l'automne, la ferme accueille des touristes désireux d'acheter ces champignons si prisés. Cependant, les champignons, rappelle Régis Courteuisse, mycologue et professeur à la faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques de Lille, font preuve d'une «capacité d'accumulation de métaux lourds bien supérieure à celle des autres végétaux». Une autre étude non publiée et dont on ne peut généraliser les conclusions du fait d'échantillons trop limités, montre que sur 32 truffes, 34% présentent une teneur en plomb supérieure à la norme fixée par l'UE (règlement CE 1881/2006). Quant au cadmium, 94% des truffes excèdent le taux réglementaire.

Las, le couple des Éperges n'a pas fait d'analyses particulières pour évaluer la toxicité de son sol. Les truffes peuvent donc être exposées à une teneur anormale en métaux lourds sans que les consommateurs le sachent. Plus qu'un couple, la négligence est à imputer à l'absence de communication des pouvoirs publics autour de ce potentiel problème sanitaire.

Dans le Nord-Pas-de-Calais (NPDC), peu de traces aussi marquantes de pollutions liées à la Grande Guerre. Même les taux extrêmes correspondent à des «anomalies naturelles

observées dans les sols ordinaires» selon Denis Baize, anciennement directeur de recherche à l'Institut nationale de recherche agronomique (INRA). Reste que la région a été particulièrement touchée par la guerre. Des centaines de millions d'obus ont été tirés en l'espace de quatre ans, dont entre 5 et 25%, selon les estimations, n'ont pas explosés.

«La zone rouge a été nettoyée pour la reconquête agricole», explique Yann Hodiég, de la commission d'histoire et d'archéologie du Pas-de-Calais. «L'intérêt économique était en jeu : il fallait remettre en culture le plus vite possible.» Confié principalement aux armées anglaise et américaine, le désobusage est aussi effectué par les habitants.

Aux archives départementales, peu de documents s'attardent sur le désobusage. En 1927, le préfet du Pas-de-Calais, Paul Peyral, écrit : «Le désobusage a surtout porté sur la récupération des munitions mises au jour à la suite des labours et du nettoyage superficiel des bois et des zones incultes.» Quant aux méthodes, il n'évoque qu'un nettoyage jusqu'à 30 cm de profondeur. «Je cherche des renseignements sur le désobusage depuis dix ans», se désole Florent Lamiot, chargé de mission environnement au conseil régional du NPDC. Impossible de savoir où les démineurs se sont attardés ou encore jusqu'à quelle profondeur le sol a été fouillé. Il est difficile dans ces conditions de quantifier la pollution.

QUE FAIRE DES OBUS ?

Les obus, une fois déterrés, ne disparaissent pas. Il faut les détruire ou les stocker. En France, la première solution, baptisée «pétardage», a été mise en œuvre jusqu'à ce que les inquiétudes environnementales prennent le dessus en 1993. Les munitions étaient alors transportées jusqu'à la baie de Somme pour

être détruites à marée haute. Une pratique qui, selon Florent Lamiot, pourrait bien avoir affecté la faune locale : «Il s'agit peut-être d'une simple corrélation mais à l'arrêt du pétardage, les phoques ont commencé à repeupler la côte.»

Reste la seconde solution : le stockage ou ce qui s'en rapproche le plus. Après avoir réalisé que l'immersion en mer n'était pas une réponse satisfaisante au problème (voir pages 56 et 57), il a été décidé d'entasser les obus dans des espaces de stockage.

Au sud de Lens, se trouve le lieu-dit de la Gueule-d'Ours. L'endroit porte bien son nom : il abrite un dépôt rempli d'obus explosifs et chimiques. Le 13 avril 2001, la ville voisine de Vimy et ses environs sont évacués afin de déplacer 55 tonnes d'obus chimiques qui risquent d'exploder. «J'ai refusé de partir, se souvient Émile, 86 ans, alors je me suis caché pendant une semaine. Il y avait même un ministre.» Ce ministre, c'est Lionel Jospin, alors locataire de Matignon, qui a lancé cette opération de grande ampleur après avoir reçu un rapport alarmant.

Les munitions endommagées sont désormais en sûreté dans un site réfrigéré, à Suippes (51). Elles attendent d'être détruites dans le cadre du programme SECOIA mais promise en 1997, l'usine d'élimination des munitions n'a toujours pas vu le jour (voir page 55).

À Vimy, les obus continuent de s'accumuler à la Gueule-d'Ours : entre 20 et 150 kg de



munitions sont encore déterrées chaque jour dans la région, pour un total de 200 tonnes par an dans le NPDC, selon l'association Robin des Bois.

Après cent ans dans les sols, la question de la dégradation des obus se pose. «Chaque situation est unique, déclare Henry Belot, démineur à la retraite. Le milieu dans lequel l'obus se trouve influe sur son vieillissement.» Parmi les facteurs de dégradation : la matière de l'enveloppe de l'obus, l'acidité du sol... Impossible de savoir quand les obus seront complètement dégradés mais cela finira par arriver. Outre la présence en métaux lourds (mercure, plomb, cadmium) due à la décomposition des différentes munitions, le contenu des armes est à prendre en compte. Il finit par entrer en contact avec le sol et y diffuse des polluants : arsenic, mercure, acide picrique, ypérite, perchlorate, etc.

POLLUANTS AU ROBINET

C'est ce fameux perchlorate, utilisé comme explosif, qui a été retrouvé dans le réseau de distribution d'eau de 544 communes en octobre 2012 par l'Agence régionale de la santé (ARS) du NPDC. Principalement dangereux pour les nourrissons (voir page 48), cet élément chimique pourrait être issu de la

dégradation des obus. Mais pour Henry Belot, on ne peut pas avoir de certitudes quant à la provenance du perchlorate. «Avant, on ne cherchait pas les perchlorates dans l'eau. C'est peut-être la découverte d'un phénomène ancien, nuance-t-il. Et les explosifs ont aussi été utilisés dans la région pour les travaux dans les mines...»

Les ARS ont néanmoins lancé une campagne de détection du perchlorate sur l'ancienne ligne de front. À part en Picardie, où des taux anormaux ont été révélés, les résultats n'ont pas été rendus publics dans les autres régions touchées. Plus inquiétant, peu d'habitants sont au courant des restrictions concernant l'eau du robinet. Un arrêté préfectoral a été émis et une annotation a été ajoutée en bas de la facture d'eau pour les villes concernées. À la mairie de Souchez, non loin d'Arras, on assure n'avoir jamais reçu d'informations au sujet du perchlorate.

À Gavrelle, François Théry est agriculteur biologique. Il vend une partie de ses produits aux Fermiers de l'Artois, une boutique de produits locaux située dans sa commune. Il déterre de temps à autre des obus mais leur

présence dans ces champs ne l'inquiétait pas jusqu'à présent. «Quand je suis passé au bio, je me suis posé la question du plomb en bordure d'autoroute mais pas des gaz des obus. Je ne savais même pas ce qu'était la zone rouge.» Pour obtenir le logo AB, accordé par le ministère de l'Agriculture, le cahier des charges impose des contrôles sur les zones susceptibles d'être polluées. Mais dans l'ancienne zone rouge, il n'y a pas d'analyses spécifiques, pas

de contrôles supplémentaires avant la vente. Les pommes de terre, endives et chicorées sont envoyées en coopératives ou supermarchés.

Installés dans l'ancienne zone rouge depuis plusieurs générations, les agriculteurs du Pas-de-Calais côtoient obus et billes de plomb depuis cent ans. Ni eux, ni les consommateurs, ni même les pouvoirs publics ne s'interrogent vraiment sur l'existence de cette pollution liée à la Première Guerre mondiale. Aveuglement ou insouciance ? Le danger est réel, des alertes ont été lancées mais rien n'a changé. L'habitude l'a emporté sur l'inquiétude.

V. GRAFF ET A-L. HAVARD

Je ne savais même pas ce qu'était la zone rouge

UNE TERRE, UNE GUERRE, CINQ GÉNÉRATIONS

Charles Debailleul, 91 ans, a toujours vécu sur l'ancienne ligne de front de la guerre 14-18. Né après le conflit, il a hérité d'une terre dévastée par les années de combat. Toute sa vie en a été marquée.



«À mon époque, on n'avait pas de tracteurs, on faisait tout avec des chevaux.»

Voilà seulement deux ans que Charles Debailleul a quitté sa ferme de Vimy (62). Il ne cultivait pourtant plus ses terres depuis longtemps. Ces terres, cela faisait trente ans qu'il les avait laissées aux bons soins de son fils, comme son père et son grand-père l'avaient fait avant lui. C'est désormais son petit-fils qui laboure ce sol, portant à cinq le nombre de générations de Debailleul ayant abreuvé ces champs de leur sueur. Qui aurait cru, en 1918, que la même famille continuerait à s'occuper de cette exploitation près d'un siècle après les destructions de la Grand Guerre.

Lorsqu'une fracture du fémur est venue le limiter dans ses déplacements, Charles a quitté son domicile. Il s'est installé dans la maison d'à côté. C'est de cette dernière qu'il émerge tranquillement, alerté par le chien qui aboie au visage du visiteur inattendu. Béret vert, chemise à carreaux rouges et oranges et gilet bleu pour se protéger de la

fraîcheur printanière, le temps a rendu Charles fragile. Plongé dans ses souvenirs, il en oublie peu à peu sa canne et ses quatre-vingt-onze années, dont une soixantaine à travailler la terre, pour esquisser le récit de sa vie.

UNE TERRE EN HÉRITAGE

Il est né cinq ans après la guerre dans une région laissée exsangue par les combats. Ceux-ci ont prélevé un lourd tribut dans la famille : Charles n'a connu ni son grand-père Célestin, fusillé par les Allemands, ni son oncle, tué sur le front et dont il a hérité du prénom. De ce dernier, il garde seulement un souvenir : celui de la lettre qu'il a envoyée à sa mère avant de mourir. «Tu sais, écrit-il, je crois bien que c'est la dernière que j'envoie.»

En 1918, l'État place leur exploitation dans la zone rouge, celle où le coût supposé d'une remise en culture est censé dépasser les

revenus de la terre. Mais son père, Ambroise, ne s'avoue pas vaincu. Il extrait inlassablement les obus de leur enveloppe terreuse et replante. «Il a rebâti comme il a pu», raconte Charles. Quand son tour vient, il se joint à son père. Comme son prénom l'augurait, il subit toute sa vie l'influence de la guerre. Pendant plus de quarante ans, il déterre des obus, des munitions, des barbelés. «On en trouve toujours aujourd'hui et on en trouvera peut-être encore pendant cent ans», s'exclame-t-il. Mon petit-fils a même découvert des rails datant de l'époque ! Son petit-fils Jérôme déboule justement et salue son grand-père du haut de son tracteur. À 26 ans, il va passer des examens pour obtenir un diplôme agricole. Lui aussi a toujours vécu dans la région. Les obus, il connaît. Reste à espérer que la suite de l'histoire des Debailleul sera moins tragique.

V. GRAFF